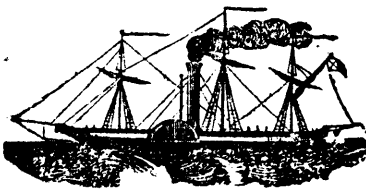


Puissent tous ceux qui affligent le pays par des discussions qui ne produisent que l'animosité et la division, se taire pour unir leurs voix et leurs efforts aux nôtres afin de promouvoir l'œuvre de la Colonisation des Townships. Laissons-à pour un temps, les débats sur l'Union, pour montrer aux habitants de nos campagnes où ils peuvent trouver de belles terres pour leurs enfants. Unissons-nous pour rappeler des bords de l'Hudson, et des villes des États voisins, tant de milliers de nos compatriotes qui y végètent dans un avilissement pire que la mort. Ramenons, par nos efforts, ces Canadiens égarés au double berceau de leur patrie et de leur Religion; nous aurons par là accompli une révolution plus utile que le Rappel de l'Union, et qui nous mettra plus tard en état de conquérir avec plus de certitude et de facilité nos droits légitimes.

J'aurai le plaisir, lundi, de vous écrire plus longuement sur le Territoire Saint-François, vers lequel tant d'yeux se dirigent maintenant. Agréés, etc.

B. O'REILLY.

NOUVELLES D'EUROPE.



ARRIVEE DU BRITANNIA.

Le télégraphe annonça hier soir l'arrivée du Steamer Britannia à New-York. Un steamboat de Boston a été à sa rencontre pour prendre les journaux, et c'est pourquoi les nouvelles nous arrivent par cette dernière ville. Les seuls items transmis par le télégraphe jusqu'à présent ne roulent que sur les affaires commerciales; l'apparence des récoltes est belle, et la farine et les grains ont éprouvé une baisse.

SECOND RAPPORT.

Il règne un peu de confusion en France. —Le prince de Joinville a été arrêté à Paris. —Le prince Louis-Napoléon et M. Thiers ont été élus à l'Assemblée; on disait que Lamartine et Ledru-Rollin voulaient résigner et que M. Thiers leur succéderait.

Lamartine est accusé d'avoir pris part aux affaires du 15 mai. —Un décret a été rendu pour prévenir les assemblées tumultueuses à Paris. La troupe a été forcée de disperser une émeute à St. Denis à la pointe de la bayonnette, 10 hommes ont été tués. —Le comité, sur la constitution à adopter, s'est déclaré en faveur d'une république démocratique.

Des troubles ont eu lieu à Vienne, toute la noblesse et les banquiers Rothschild ont quitté la ville, l'empereur a refusé d'y entrer, les ambassadeurs s'étaient enfuis.

Charles-Albert a capturé Peschiera et défait 30,000 Autrichiens à Grito. Le choléra a éclaté en Russie; 155 cas ont été déclarés en huit jours à Moscou.

Troubles à Madrid. Le Pape a recouvert sa popularité. Les chartistes en Angleterre ont causé quelques tumultes, plusieurs ont été arrêtés.

L'Irlande est toujours agitée. —Des associations se forment sous le nom de "ligue irlandaise," on doit tenter d'agiter le rappel paisiblement; les meubles de Mitchell ont été achetés à des prix très élevés comme reliques; d'autres poursuites n'ont pas eu lieu contre Meagher et Smith O'Brien; on ne croit pas à un soulèvement.

Encore un journal contre l'agitation. —Dans son dernier numéro, l'Echo des Campagnes se prononce contre l'agitation maladroite et intempestive qu'un certain parti voudrait faire en ce moment en Canada. Notre confrère de Berthier a écrit à ce sujet un très bon article, qui rencontrera l'approbation de tous les hommes bien pensants. L'Echo des Campagnes a tardé à se prononcer, afin de juger la question froidement et avec calme. Il se prononce aujourd'hui sans passion mais d'une manière explicite. M. L. J. Papineau et l'Avenir diront-ils que l'Echo des Campagnes est subventionné?

L'Echo des Campagnes comme tous les autres journaux français du pays, réclame contre les iniquités de l'acte d'Union, mais il pense que les conséquences de cette loi sont loin d'être pour notre nationalité, ce que ses auteurs espéraient qu'elles seraient: "Malgré la proscription de notre langue par l'acte d'union même, dit cette feuille, malgré les cris sinistres d'une partie des membres du Haut-Canada, lors de la nomination de l'orateur de la chambre, lorsqu'elle siègeait pour la première fois à Montréal, n'avons nous pas si non obtenu le fait même de la réhabilitation de cette langue, du moins une concession qui prouve nous faire présumer qu'elle le sera bientôt; n'a-t-il pas été admis par les membres libéraux du Haut-Canada qui contribuèrent à élever au fauteuil l'orateur actuel de l'assemblée, que la connaissance des deux langues était une qualification essentielle pour remplir cette charge? Et nous croyons qu'il est peu de personnes qui n'entretenaient la conviction, qu'il dépendra du ministère actuel de voir se réaliser enfin cet acte de justice envers notre population. Maintenant, nous le demandons, à qui devons nous attribuer cette déviation de la part de l'Angleterre à un principe d'action par elle adopté, si ce n'est à cet esprit de conciliation suivi par les chefs qui dirigent notre population. Eh! qui oserait les blâmer, si par là ils peuvent obtenir le but que nous désirons!"

Abordant ensuite la question du rappel de l'Union, l'Echo des Campagnes signale les dangers qui pourraient résulter de l'agitation de cette question, les prétentions respectives des parties intéressées, la résistance des populations an-

glaises du Haut et du Bas-Canada, peut-être celle de l'Angleterre ou bien des conditions qu'on ne pourrait accepter. Ces éventualités arrivant, que ferez vous, demande avec raison, l'Echo des Campagnes? "Evidemment vous n'adopterez pas comme principe d'action politique, l'idée puérile de faire rougir vos tyrans de l'injustice d'un refus, ni celle de demander pour être refusés; car vous admettez sans doute, qu'il serait illusoire pour un homme, de réclamer des droits quelques justes qu'ils seraient, si par lui-même ou par l'autorité publique, il ne pouvait contraindre celui qui les lui nie, à les lui restituer. Or, le seul moyen que nous sachions d'avoir de quelqu'un qui nous le refuse, ce qui nous appartient, est de lui ôter, et pour cela il faut la force, et la force veut la lutte."

Une lettre importante du Secrétaire Provincial. —Le Pilot de samedi dernier a publié une lettre importante au sujet de l'affaire Ferres, adressée à ce célèbre personnage par l'Honble. R. B. Sullivan. Tout le monde sait que M. Ferres, dernièrement démis de l'office d'Inspecteur du Revenu pour s'être mêlé et avoir intrigué dans la dernière élection de Shefford, veut se faire passer pour un martyr. Il a adressé plusieurs lettres à l'Exécutif et à lord Elgin au sujet de sa démission. La lettre du Secrétaire Provincial est une réponse à une de ces lettres, qui lui explique pourquoi on l'a démis. L'administration est bien d'opinion que les employés subalternes ou officiers n'occupant pas de position politique ne doivent pas intervenir dans les contestations d'élections; s'il le font, ils le font à leurs risques et périls. Par la loi, d'ailleurs, pour assurer l'indépendance du Parlement la plupart des employés publics, et les collecteurs du Revenu particulièrement sont privés du droit de vote, etc. M. Ferres n'avait donc pas droit de prendre une part active à l'élection de Shefford. L'Honble. Secrétaire Provincial le lui prouve avec une force de logique et en termes dont M. Ferres se rappellera longtemps. A cette partie de sa prétendue justification dans laquelle M. Ferres dit qu'il a parlé à l'élection de Shefford pour défendre Son Excellence, le gouverneur-général lui fait répondre: "que cela ne change rien à l'affaire, et de plus qu'aucune fautive représentation contre lui personnellement ne le blesserait plus qu'une prétendue nécessité pour lui d'être défendu devant le peuple par un officier du Revenu."

Le Rév. M. O'Reilly. —Si nous avons bien entendu M. O'Reilly samedi dernier, il a annoncé qu'il allait bientôt entrer dans la Compagnie de Jésus et s'éloigner du Canada. Nous ne savons pas la raison de ce départ inattendu. Ce sera une perte pour le clergé et le pays, qui voyaient avec bonheur ce digne prêtre travailler à l'avancement moral et matériel de nos compatriotes.

Le Bal de l'Institut Canadien. —Le bal donné par l'Institut en l'honneur de St. Jean-Baptiste a eu lieu hier soir tel qu'annoncé, à l'Hotel Clifton. La réunion a été très nombreuse et la soirée on ne peut plus agréable. Son Excellence le Comte et la Comtesse d'Elgin et Lady Lambton étaient présents. Les plus grands éloges sont dus à M. M. les Directeurs de cette fête ainsi qu'à M. CLIFTON, le propriétaire de l'Hotel.

La St. Jean-Baptiste. —Notre fête nationale a été chomée samedi dernier avec tout l'éclat et l'enthousiasme ordinaire. Montréal avait un air de jubilation qui faisait plaisir à voir. De bonne heure, le gros bourdon se fit entendre et salua ce grand jour. La procession était nombreuse, brillante et imposante comme toujours. Les rues décorées avec goût, pavoisées de drapeaux et de tentures aux couleurs variées, offraient un charmant coup-d'œil, embellies encore par les jolis visages, qui aux croisées, disputaient aux fleurs, leur fraîcheur et leurs grâces.

La grande messe a été célébrée avec toute la pompe de notre culte. Messire Mercier de l'évêché officiait. M. O'Reilly fit un éloquent sermon. Après la messe, la procession retourna à St. Jacques où M. Mercier fit une allocution courte mais appropriée, à laquelle M. le Président de l'Association St. Jean-Baptiste répondit.

Fruits de la politique de M. L. J. Papineau. —La Minerve d'hier soir nous donne les détails de troubles causés dans le comté de St. Maurice par les quelques partisans de M. Papineau. Il paraît que M. Richer-Lafèche, le Président de la fameuse assemblée du 6 juin, accompagné de ses gens, néveux, affidés, engagés, etc., s'est rendu un de ces jours passés à huit heures et demie du soir, chez des citoyens paisibles et inoffensifs, les a fait insulter et a été cause de rixes déplorables. La politique est au fond de tout cela. M. Richer a été arrêté et a donné caution de comparaître à la prochaine cour criminelle sur accusation d'émeute durant la nuit.

Lord Elgin à la Grosse Isle. —Le récent voyage de Son Excellence le gouverneur-général à la Grosse-Isle est une nouvelle preuve de ses dispositions bienveillantes. Lord Elgin a voulu voir par lui-même dans quel état étaient les choses. Il a pris son monde par surprise, car les employés de la station ne s'attendaient nullement à cette visite. Son Excellence a fait le tour des hôpitaux, des abris, a examiné les livres et s'est déclaré parfaitement satisfait. En revenant de la Grosse Isle, lord Elgin a débarqué un instant à Québec et s'est promené, dans la Haute-ville.

Les sauterelles. —Nous apprenons avec beaucoup de regret que ces insectes font de très grands ravages dans quelques paroisses au nord de Montréal.

INSTITUT CANADIEN DE MONTRÉAL. — Nous pensions que les malheureuses difficultés survenues dans l'Institut Canadien de cette ville étaient arrangées, que la paix était rétablie et que l'on ne s'occupait plus dans la Salle des Séances que des objets que cette institution doit avoir en vue. Il paraît qu'il n'en est pas ainsi, à en juger par l'extrait suivant d'une lettre adressée de Montréal au Journal de Québec, à propos de l'expulsion de l'Institut, de son rédacteur M. Cauchon. La conduite de la majorité de l'Institut Canadien en cette occasion a été marquée au coin des plus mauvais passions, et de la plus grande injustice, comme le fait bien voir le correspondant du Journal de Québec. Heureusement que M. Cauchon est au-dessus de toutes les attaques de la clique Papineau et que le pays connaît ses vrais amis, de ceux qui veulent l'égarer et le tromper.

Montréal 16 juin 1848.

MONTRÉAL, 16 juin 1848.

Monsieur le Rédacteur,

Un de vos correspondants de Montréal vous racontait l'autre jour que l'Institut-Canadien est devenu un vrai club politique; il avait raison. L'Institut-Canadien n'est plus et ne peut plus être à présent une institution purement littéraire et d'instruction mutuelle. Vous allez en juger par ce qui suit.

Votre correspondant vous avait écrit: "Le parti de l'Avenir a adressé des injures à personnes à quelques membres qui ont pris la chose d'une autre manière, de sorte que l'on s'est rendu sur le champ de Mars, et l'on a décidé la question par une lutte à coups de poings." Eh bien, M. le Rédacteur, tout cela est vrai et strictement vrai, seulement votre correspondant aurait dû ajouter que deux membres seulement se sont battus en cette occasion. Il aurait dû ajouter encore que les partisans du champion de l'Avenir (qui entre parenthèse a eu le dessous) l'excitaient de toutes manières à se battre, et se rendirent sur le champ de Mars avec au moins les trois quarts des membres de l'Institut qui se trouvaient à l'assemblée ce soir là, puis se mangèrent en cercle et assistèrent paisiblement à la lutte qui fut sanglante. Tout cela était le résultat de la politique que le parti de l'Avenir avait introduite dans l'Institut.

Hier soir, il y a eu une nouvelle assemblée de l'Institut, et, dans cette séance; il a été question d'adopter le rapport du comité de régie de l'Institut (comité qui alors était entièrement composé des collaborateurs, des partisans de l'Avenir.) Ce rapport portait que, vu que M. Cauchon, rédacteur en chef du Journal de Québec, refusait de donner le nom du correspondant qui lui avait écrit la correspondance (dont je parlais plus haut), M. Cauchon fut déclaré n'être plus membre correspondant de l'Institut et que son journal cessât d'être un des organes de ce même Institut.

Comme vous pouvez bien le penser, la discussion a été chaude et animée, MM. Coursol, G. Ouimet, Loranger, Latte, Langevin, Delorme, Huston, et quelques autres prirent la défense de M. Cauchon. Ils représentèrent que jamais on ne devait condamner un homme sans l'entendre; que par conséquent si l'on voulait faire le procès à M. Cauchon, il fallait qu'il fut mis en demeure de s'expliquer (comme membre de l'Institut, s'entend.) Ils ajoutèrent que ce n'était pas M. Cauchon qui devait être déclaré responsable de la dite correspondance, mais bien M. Augustin Côté qui est le gérant du Journal. Car, ajoutaient-ils, un Rédacteur est celui qui écrit, un Editeur est celui qui est propriétaire et un Gérant est celui qui est la personne responsable. Ils citèrent, à l'appui de ce raisonnement, la cause de Gugu contre le Herald, et l'affaire toute récente du Transcript, où ce ne fut pas M. Fleet qui fut condamné; mais bien le propriétaire qui était en même temps gérant. Ils allèrent plus loin encore, et demandèrent pourquoi on voulait en venir à des mesures de rigueur en cette occasion. Ils remarquèrent que la correspondance en question ne contenait aucun fait calomnieux, que ce n'était après tout que la pure et triste vérité. Rien de tout cela ne put faire. On avait résolu de punir le Rédacteur du Journal de Québec pour le patriotisme et l'indépendance qu'il a toujours montrés, on voulait le punir, pour avoir écrit contre M. Papineau et toute sa clique de l'Avenir.

Après de longs débats auxquels prirent part contre M. Cauchon, MM. Joseph Papin (collaborateur de l'Avenir), Ls. Labrèche-Viger (ci-devant rédacteur de l'Aurore et maintenant collaborateur de l'Avenir, Laflamme, Dorion, A. Papineau, C. Papineau (quatre autres collaborateurs de l'Avenir, J. B. E. Dorion, Directeur gérant de l'Avenir et quelques autres messieurs, la motion pour expulser M. Cauchon a été adoptée à une très faible majorité, d'a peu près 22 contre 24 dit le correspondant du Journal de Québec qui ajoute en terminant:

Comme vous le voyez, M. le Rédacteur, le prétexte en cette occasion était "l'honneur de l'Institut." Mais le vrai motif, la principale raison, c'était la politique. On a voulu faire un essai, faire un petit coup d'état. On s'est dit: "Chassons M. Cauchon; nous pourrions ainsi nous venger de la double défaite que nous avons essayée à St. Maurice et à l'Élection de Québec." C'est une victoire qu'on a voulu remporter, mais on a en échange la gloire d'un acte arbitraire de plus pour nous, nous avons là un avant goût de ce que nous prometait le parti Papineau ou de l'Avenir. Si jamais il parvenait au pouvoir, ce serait de la proscription continuel-

le, et semblable à celle d'hier soir. Les Messieurs de l'Avenir ont ramené l'Institut dans le champ-clos de la politique; tant pis pour eux! Ils manquent par là aux engagements qu'ils avaient pris il y a huit jours en face de l'Institut; tôt ou tard, ils verront la conséquence de tout cela.

En attendant, M. le Rédacteur, soyez convaincu que tous les gens sensés sont avec vous, et pour nous et qu'il n'y a que l'Avenir et le petit parti Papineau contre vous. Je suppose bien que cette nouvelle ne fera que vous faire rire; car vraiment il n'y a rien de plus ridicule que la conduite des Messieurs de l'Avenir d'hier soir.

La Gazette Officielle nous apprend que Sa Majesté a donné son assentiment royal aux actes suivants passés à la dernière session: "Acte pour incorporer la compagnie du Railroad et du Havre de Woodstock et du Lac Érié."

"Acte pour incorporer la compagnie du Railroad de Bytown et de Britannia."

"Acte pour incorporer la compagnie du Railroad de Carillon et de Grenville."

"Acte pour incorporer la compagnie du Railroad du Lac St.-Louis aux Lignes Provinciales."

"Acte pour incorporer la compagnie de la jonction du Railroad de Montréal et de la Ligne Provinciale."

"Acte pour incorporer la compagnie du Railroad du Canada, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse."

NOMINATIONS.—Il est maintenant certain que M. De Salaberry est nommé Député-Adjudant-Général des Milices pour le Bas-Canada, et que M. Chs. J. Coursol doit le remplacer comme Coronaire.

Jean Olivier Arcaud, écrivain, arpenteur d'Yamaska, et ancien membre de la ci-devant Chambre d'Assemblée, vient d'être nommé par l'Exécutif, Surintendant des nouveaux établissements des townships de l'Est. Ces nominations rencontreront assurément l'approbation générale.

Incendie à Sorel.—Le steambot arrivé samedi en ville, nous a apporté la triste nouvelle d'une conflagration considérable à Sorel, commencée vers 1 heure du matin, dans des bâtiments voisins du magasin de M. Fowler. Le feu s'est communiqué à plus de quatorze bâtisses dans le court espace de vingt minutes. Toutes les maisons de la rue principale ou est l'Hotel du Lion, et de la voisine ont été consumées: Les flammes étaient poussées par un fort vent de l'ouest et s'attachaient à tous les objets combustibles dans la direction du vent. On estime la perte des propriétés à la valeur de 25,000, et on élève le nombre des bâtisses détruites à 27 ou 28, dont la plus grande partie appartenait à MM. Lamarche et Kelly. Les soldats du 71e régiment ont rendu, dit-on, un grand service avec la pompe des casernes qui était la seule capable de servir sur le lieu du sinistre.

P. S.—Nous venons d'obtenir d'autres renseignements sur l'incendie de Sorel par lesquels il paraît qu'il y a eu douze maisons de brûlées sans compter un grand nombre d'autres bâtiments. Le feu a pris dans le quartier des marchands dans un grenier à foin.—Minerve.

La Fête-Dieu.—La procession de la Fête-Dieu a eu lieu dimanche après vêpres au milieu d'un concours immense de peuple. Le mauvais temps le matin l'avait fait remettre à l'après-midi. Il faisait alors un temps magnifique, le soleil brillait d'un vif éclat et la nature entière après la pluie était rayonnante de beauté. Quoiqu'il n'y eût pas de musique dans la procession, rarement l'avons nous vu plus solennelle et plus imposante. C'était un magnifique coup-d'œil surtout quand la procession arriva à l'église St. Patrice. Les rues étaient remarquablement bien ornées, bordées d'arbres et de draperies aux mille couleurs. Dans la rue Craig la façade d'une maison particulière, (celle de M. de Quessel) était décorée avec un goût exquis qui excita l'admiration générale.

Terrible accident.—Nous voyons d'après un rapport donné par le Herald d'hier matin qu'un accident assez sérieux aurait eu lieu ces jours derniers. Le rapport est comme suit. M. Benson est actuellement à faire faire un puits dans son jardin de la côte St. Antoine. Vendredi matin, un nommé McFaul et une autre personne commencèrent leur ouvrage et ayant mis de la poudre dans un rocher dans le puits, y mirent le feu, et monèrent jusqu'à l'explosion. Ayant attendu longtemps, ils s'imaginèrent que le feu n'avait pas été bien mis. Mais une fois descendu le coup partit et mutila McFaul d'une manière affreuse, sa jambe fut complètement cassée. Il fut porté à l'hôpital général où il expira samedi dernier. L'autre personne fut aussi terriblement mutilée, mais on espère encore pour ses jours.

Suicide.—La semaine dernière un soldat du nom de Chapman s'est coupé la gorge dans une écurie du 23 Régiment. On ignore la cause de cet acte.

Tuas par le tonnerre.—Dimanche soir, nous dit le Canadien, un homme du nom de Vallière qui s'en retournait en voiture avec sa femme de la Pointe-Lévy à Ste. Marguerite a été frappé par la foudre et tué instantanément ainsi que son cheval.

La 6e Livraison de l'Album Littéraire pour 1848 paraîtra samedi prochain et sera expédiée aux campagnes ce jour là. Les fêtes fréquentes de ce mois retardent sa publication plutôt.

Théâtre Royal.—Ce soir, 27 courant, s'ouvrira le théâtre de cette ville pour la saison, et l'on peut voir d'après une annonce publiée dans notre feuille d'aujourd'hui, que la troupe d'Opéra des Seguin, doit représenter le fameux Opéra de Wallace intitulé Mariana. Nous pouvons dire avec connaissance de cause que cet Opéra est peut-être un des meilleurs qui se trouve sur la liste.

(Pour la Revue Canadienne.)

M. l'éditeur, M. L. J. Papineau n'ayant rien répondu à la seconde lettre du Dr. Wolfred Nelson, on doit naturellement supposer qu'il n'a rien à répondre. Il était tenu cependant ce me semble, de dire quelque chose sur un point particulier des débats soulevés entre eux au sujet des événements de 1837. M. L. J. Papineau dans sa lettre du 31 mai parlant de sa conduite à St. Denis disait: "Je n'ai pas avancé d'un pas, je n'ai pas reculé d'un pas que ce ne fut par l'ordre écrit du Dr. Nelson." Le Docteur répond à cela dans sa lettre du 5 juin: Encore, vous assurez que je vous ai donné ordre par écrit de vous retirer, de fuir. Il y va de votre véracité et de votre courage, hâtez-vous donc de produire cet ordre de votre officier supérieur!" M. L. J. Papineau n'a pas produit cet ordre, n'a pas dit pourquoi il ne le produirait pas, n'a rien dit du tout. Que signifie ce silence de la part d'un homme qui parle si fort et si haut contre ses adversaires à la moindre occasion? Il y va pourtant de sa véracité et de son courage. Le Dr. Nelson soutient qu'il n'a jamais donné d'ordre de partir à M. L. J. Papineau avant, pendant ou après la bataille de St. Denis. Il ne voulait pas que M. Papineau s'exposât aux hasards du combat; mais il avait besoin de ses conseils, il croyait que lui-même comme ses braves frères d'armes, comme son pays avaient droit de compter sur lui à cette heure suprême du danger. Nous nous trompons tous. M. L. J. Papineau qui avait soulevé le peuple, l'abandonna lâchement à son malheureux sort et disparut. N'aurait-il pas pu détourner de nous les malheurs de 1838, s'il eut eu le moindre courage, la moindre énergie, la moindre sollicitude pour son pauvre pays? Peut-il se justifier de s'être tenu caché aux États-Unis, au lieu de donner ses conseils à ses malheureux frères et de les empêcher de faire l'échouage de 1838? Lorsque plusieurs des chefs dans cette tentative téméraire sont allés demander son avis, loin de les dissuader, ne leur a-t-il pas dit qu'il les connaissait mieux l'état des choses que lui-même et qu'ils devaient agir en conséquence? Était-ce là la conduite que M. Papineau devait tenir alors? Ne devait-il pas prévoir les suites désastreuses qui devaient nécessairement résulter de plus grands troubles en Canada? Peut-être M. Papineau révoit-il encore à la possibilité du succès et espérait-il en se conduisant ainsi pouvoir recueillir les fruits de la victoire sans partager les dangers ni la responsabilité de la lutte? Mais pour revenir au point, que doit-on conclure du silence de M. L. J. Papineau sur l'interpellation du Dr. Nelson, de produire l'ordre par écrit dont il s'agit? Qu'il n'y a jamais eu d'ordre de partir du tout... Je me rappelle l'indignation du Docteur Nelson, en apprenant la fuite de M. L. J. Papineau. Le brave docteur ne pouvait le croire. Mais où est-il allé, va-t-il nous abandonner ainsi, disait-il? C'est impossible... Pourtant ce n'était que trop vrai.

Le Dr. Nelson ajoute à ce propos dans sa dernière lettre: vous auriez dû apporter cet ordre avec vous à Paris, et alors vous n'auriez pas été dans la pénible nécessité de demander à un ami commun qui partait pour le Canada de passer à Plattsburgh et d'avoir de moi un véritable écrit qui prouverait que vous aviez agi en héros à St. Denis! On me dit que cet écrit existe encore et peut prouver et la sincérité et la magnanimité du docteur Nelson et la bravoure et la mauvaise foi de M. Papineau. Il serait désirable que cet écrit fut publié. Il est très important que toute la vérité soit connue sur ces malheureux événements.

UNE VICTIME DE 1837.

Rivière Chamby 26 juin 1848.

M. l'Éditeur, J'ai été fort surpris (et je ne dois pas être le seul) samedi dernier, jour de notre fête patronale en entendant la messe en musique qui a été chantée à l'église paroissiale. Je ne suis qu'un amateur bien obscur, mais néanmoins je puis vous assurer qu'il faut que ceux, qui ont fait chanter cette messe, aient une présomption bien grande pour oser retrancher et ajouter quelque chose dans les chefs-d'œuvres du Maître Allemand, Michel Haydn; car c'était bien là une de ses messes, que j'ai toute entendue et que je sais par cœur. Jugez de mon désappointement en reconnaissant de suite ce qui se chantait, et, en le voyant métamorphosé, on certains endroits, d'une manière si étrange. Si la difficulté de ces passages était telle pour les exécutants qu'ils ne pouvaient les chanter, ils ne devaient pas les changer, mais mettre cette musique de côté et en choisir d'autre selon leurs forces.

..... versate diu quid ferre recusent, Quid valeant humeri.

Montréal, 26 juin 1848.

MAISON PLAMONDON, à l'Enseigne du Castor. 122, RUE ST. PAUL.

M. le Rédacteur, Je prends la liberté de vous adresser un mot, au sujet de cet établissement canadien, qui s'acquies une véritable vogue, parmi le peuple de la ville et des campagnes. Cette vogue et cette popularité de la MAISON PLAMONDON sont justement méritées. J'ai visité avec plaisir son beau et spacieux magasin, qui est rempli de marchandises de toutes espèces et surtout de HARDS FAITES A GRAND MARCHÉ. Dans ces temps de pénurie, où il faut économiser bon gré, malgré, on est bien aise de trouver à se vêtir A SI BAS PRIX dans un magasin canadien. Je recommande beaucoup celui de M. PLAMONDON à tous les voyageurs et gens de la campagne. Les gens y sont bien servis et ce qui est particulièrement recommandable ON N'Y FAIT QU'UN SEUL PRIX. Il n'y a aucune maison à Montréal où l'on vende à si bon marché.

UN VOYAGEUR.

Montréal, 27 juin 1848.